

La prohibition russe et soviétique, entre politique, économie et santé

Arnaud Coutant
Maître de conférences HDR en Droit public
Université de Reims Champagne-Ardenne

Beaucoup moins connue que son homologue américaine, la politique russe et soviétique en matière de prohibition repose pourtant sur une singularité : elle intervient à deux moments spécifiques de l'histoire du pays, au début du XX^e siècle et durant les premières années du régime soviétique, d'une part, et au cours du dernier quart du XX^e siècle, au moment du basculement vers la perestroïka, d'autre part. De manière assez étonnante, la prohibition apparaît par conséquent au début et à la fin du régime soviétique. Pour en comprendre la logique interne, il est indispensable de revenir sur ces deux périodes.

De fait, la consommation d'alcool apparaît comme intrinsèquement liée au peuple russe lui-même. Elle est même symbolisée par un alcool, la vodka, dont le nom lui-même suffit pour comprendre son importance : vodka est dérivé du mot voda, d'origine slave, qui signifie eau. La vodka est considérée comme l'eau suprême, l'équivalent de notre « eau de vie »... Cet alcool est systématiquement présent aux grandes fêtes russes depuis le XVI^e siècle¹. La vodka est par conséquent tout à la fois une boisson nationale, le lien avec les grandes cérémonies qui marquent la vie et un produit du pays. Ces données rendent complexe la mise en place d'une politique prohibitionniste tout en expliquant déjà, de manière presque automatique, le principal but : une telle consommation a des conséquences sociales et sanitaires majeures. Nous allons donc trouver, de manière inévitable, des arguments en ce sens. Néanmoins, d'autres motifs interviennent dans l'action politique. C'est sans doute l'étude de cette thématique qui permet de mettre en exergue les particularités du modèle de prohibition en Russie et en Union soviétique.

Cette contribution présentera donc d'abord la première période, avec son contexte, ses événements successifs et ses principaux traits, et ensuite la seconde période, qui fournit un nouvel exemple de prohibition, moins aboutie certes, mais avec des rhétoriques relativement similaires.

I/ de la Russie tsariste à l'Union soviétique, la prohibition entre évolution et hésitation.

Historiquement, il semble parfaitement normal d'opposer la Russie des Tsars et l'Union soviétique se revendiquant du communisme. Aussi est-il fascinant de constater un point de convergence, sur une politique sans doute à part, la prohibition. Pour autant, il faut rester circonspect. La convergence est loin d'être totale. On retrouve certaines motivations, certaines politiques menées, certains instruments. Néanmoins, des différences significatives sont aussi présentes.

A/ Nicolas II et la prohibition

Sans doute en raison de la révolution de 1917 et de la cassure qu'elle produit dans l'histoire de la Russie, les mesures prises, dans les quelques années qui précèdent, par l'empire semblent devoir être écartées au profit d'une étude plus approfondie des réalisations ultérieures. Pourtant, en matière de prohibition, cette période est justement l'une des plus fécondes, car elle apporte une réponse juridique et politique à une situation constatée, l'alcoolisme et ses conséquences.

¹ David Christian, *'Living Water' : Vodka and Russian Society on the Eve of Emancipation: Vodka and Russian Society on the Eve of Emancipation*, Clarendon Press, 1990, 458 p.; p. 1.

1/ les raisons

Pour quelles raisons Nicolas II décide-t-il d'intervenir en 1914 ? Il y a à cette question plusieurs réponses². Le changement politique intervenu en 1905 contribue déjà à poser différemment le problème de l'alcool dans la société russe. C'est ce changement qui va conduire aux premières propositions avant d'amener une interrogation beaucoup plus large au niveau du pouvoir politique.

a/ un changement politique en 1905

Un premier constat est important. La situation politique a changé depuis 1905, ce qui fait naître un certain nombre d'interrogations en matière sociale et économique. Avec la création de la Douma, en 1905, un mouvement en faveur des droits des citoyens se développe.

Or, au cœur de ce mouvement, apparaît une revendication très spécifique, portée par des médecins en particulier. On peut citer le docteur A. M. Korovin³, qui, en octobre 1905, s'interroge sur l'ivrognerie et ses conséquences et sur les circonstances qui l'accompagnent. Afin de comprendre ce phénomène, il faut se tourner vers les causes du comportement russe : une éducation insuffisante, une nourriture inappropriée, des revenus faibles, un travail pénible et des journées très lourdes, des conditions de vie ne respectant aucune norme d'hygiène⁴. Selon Korovin, il y a une dimension politique à cette situation : le pouvoir, en l'occurrence le Tsar, se refuse à toute intervention. Ce médecin, au discours très politisé, va même encore plus loin en précisant que l'inaction a un but : maintenir dans l'alcool la classe des travailleurs russes permet de faire disparaître leur colère quant à leur destin, leur conscience même en ce qui concerne la pauvreté de leur existence... Cette première charge est importante. Elle est très vite complétée par des discours, plus modérés, mais qui soulignent aussi le danger de l'alcool et la nécessité d'agir. C'est le cas en particulier des instances religieuses, dont l'église orthodoxe⁵.

La réponse politique se fait attendre et c'est par le biais de deux organes, la commission sur l'alcool et le congrès des travailleurs pour la tempérance, qu'une première action concrète est menée⁶. Le premier organe est plus ancien que la révolution de 1905. Il indique déjà la présence d'un mouvement au cœur même de la société russe. *The Alcohol Commission of the Committee for Public Health* est créée en 1898⁷. Très largement composée de personnalités non politiques, cette commission regroupe des enseignants, des journalistes, des médecins et des prêtres de l'église orthodoxe⁸. Elle tient des séances régulières jusqu'en 1917 et est une véritable force de proposition en plus d'incarner un lieu de débat ouvert sur la question. Le second organe pose plus de difficultés. Le congrès des travailleurs apparaît comme une structure beaucoup plus politique. De fait, la situation est compliquée par la présence dans cette instance des représentants socialistes, à côté des libéraux. La réaction du Kremlin est attendue : le pouvoir politique se révèle hostile à cette initiative. Dans un premier temps, il choisit de

² Patricia Herlihy, *The Alcoholic Empire: Vodka & Politics in Late Imperial Russia*, Oxford University Press, 2002, 244 p.; p. 129-142.

³ William Arthur McKee, *Taming the Green Serpent: Alcoholism, Autocracy, and Russian Society, 1881-1914*, University of California, Berkeley, 1997, 1136 p.; p. 212.

⁴ George E. Snow, "Socialism, Alcoholism and the Working Classes before 1917", in *Drinking, Behavior and Belief in Modern History*, Susanna Barrows, Robin Room, Berkeley, University of California Press, 1991, 454 p.; p. 243-264; du même auteur, "Drinking and Drunkenness in Russia and the Soviet Union, a review Essay", *Social History of Alcohol Review*, Spring 1988, 17, 7-15.

⁵ Jack S. Blocker, David M. Fahey, Ian R. Tyrrell, *Alcohol and Temperance in Modern History: An International Encyclopedia*, Volume 1, ABC-CLIO, 2003, 758 p.; p. 531.

⁶ Theodore Taranovski, Peggy McInerney, *Reform in Modern Russian History: Progress Or Cycle?*, Cambridge University Press, 1995, 436 p.; p. 230-231.

⁷ John Hutchinson, "Medecine, Morality and Social policy in Imperial Russia: the Early Years of the Alcohol Commission", *Social History*, November 1974, 7, 201-225.

⁸ Blocker, Fahey, Tyrrell, *Alcohol and Temperance in Modern History...*, op. cit., p. 529.

l'encadrer, puis, de la réprimer, en arrêtant certains manifestants. Ceci a un effet exactement contraire, puisque les principaux intervenants en profitent pour lier le combat contre l'alcool et celui pour des droits politiques plus larges, insistant sur les dangers d'un régime autoritaire. Les socialistes dénoncent le monopole étatique en matière de vodka qui symbolise ce que l'alcool représente réellement en Russie : un outil financier pour le pouvoir et un instrument pour asservir les travailleurs. C'est le sens d'une déclaration faite le 5 janvier 1910⁹.

b/ les premières propositions

Elles viennent de l'organe représentatif, la douma.

On peut ainsi citer M. D. Chelyshev, maire de Samara et membre du conseil de Moscou qui défend la fin du monopole étatique en insistant sur le danger de ce lien entre alcool et monde politique. Il va plus loin en demandant une mesure pour interdire la vente de boissons alcoolisées dans toute la ville de Moscou¹⁰. Pour compenser le manque à gagner pour l'État russe, il propose que la ville verse une compensation financière. Après un premier refus, il rassemble autour de lui 32 députés pour proposer à la douma une réduction de la production d'alcool. Cette initiative, en décembre 1907, a pour but d'essayer de restreindre la consommation en intervenant à la fois sur le prix et sur la disponibilité des produits. La douma refuse. Les débats se poursuivent pendant plusieurs mois¹¹.

En 1911, Chelyshev reprend l'initiative avec une nouvelle loi limitant la vente d'alcool à une bouteille de vodka par personne et par jour. Les assemblées municipales auront le droit d'interdire globalement la vente d'alcool. Le texte ajoute des dispositions pour interdire cette vente dans les immeubles d'État, dans les lieux d'amusement mais aussi pour certaines catégories professionnelles comme les conducteurs de train, les capitaines de bateaux et toutes les personnes qui s'occupent de transport et qui sont responsables de la sécurité et de la sûreté des passagers. La commission de la douma demande au gouvernement de rechercher d'autres sources financières que la taxe sur la vodka, pour mettre fin à cette relation entre l'État et l'alcool. Le texte est renvoyé devant le conseil d'État qui va en débattre très longuement, pendant plus de deux ans... En attendant, l'assemblée, par l'intermédiaire de sa commission sur l'alcool, va réduire le degré d'alcool de la vodka de 40 à 37 et appeler le clergé à intervenir pour combattre « *les démons de l'ivrognerie* »... C'est presque ironique puisque l'église russe est fortement impliquée dans ce combat depuis plusieurs années.

c/ les évolutions au cœur du pouvoir

Avant d'évoquer le Tsar lui-même, il faut souligner l'importance de certaines personnalités dans le changement de perspective en ce qui concerne l'alcool. On peut citer un symbole : Sergueï Witte, un ancien ministre des finances qui avait justement conçu le système de monopole d'État en matière d'alcool 20 ans plus tôt¹². En janvier 1914, il critique avec violence ce monopole dans un discours devant le conseil d'État. Il précise qu'il avait proposé ce monopole pour mettre fin à l'alcoolisme et non pas pour augmenter les revenus de l'État. Il en vient ensuite à critiquer très violemment le pouvoir en place et le détournement du mécanisme, avant de s'interroger sur sa pérennité au regard de l'évolution politique et sociale en cours et de la nécessaire réforme de la société russe.

⁹ Herlihy, *The Alcoholic Empire...*, op. cit.

¹⁰ McKee, *Taming the Green Serpent...*, op. cit. p. 504 et suiv.

¹¹ John Hutchinsinon, "Science, Politics and the Alcohol Problem in Post-1905 Russia", *Slavonic and East European Review*, avril 1990, 58, 232-254.

¹² Mark Lawrence Schrad, *Vodka Politics: Alcohol, Autocracy, and the Secret History of the Russian State*, Oxford University Press, 2014, 512 p.; p. 387; David Christian, *'Living Water' : Vodka and Russian Society on the Eve of Emancipation: Vodka and Russian Society on the Eve of Emancipation*, Clarendon Press, 1990, 458 p.; p. 380.

Le premier signal est important : le ministre des finances, Kokovtsev, est démis par le Tsar en janvier 1914. L'une des causes de ce départ est justement la question du monopole concernant l'alcool. L'autre cause est essentielle : le tsar est en train de changer d'avis sur la question. Depuis 1913, Nicolas II rencontre des personnalités nouvelles et surtout se renseigne sur ces questions. L'une des influences vient de son ministre de l'agriculture, Alexander Vasilyevich Krivoshein, qui souhaite restreindre la vente de l'alcool. Les différentes célébrations religieuses qui ont lieu durant l'année 1913 montrent que la famille royale semble favorable à une restriction en matière d'alcool. Les sociétés de tempérance participent même aux processions religieuses organisées par la famille, comme le 21 février 1913. Le principal facteur qui doit être pris en compte est le voyage effectué par le tsar lui-même dans les provinces russes. Ce voyage qui intervient à la fin de l'année 1913 transforme visiblement le regard du souverain. Il a rencontré un peuple qui avait besoin d'aide, qui était plongé dans la misère, qui devait être secouru par une politique volontaire. Or, l'une des principales causes de cette misère est, selon le tsar, la consommation abusive d'alcool. Il précise même : « *nous ne pouvons pas rendre notre prospérité fiscale dépendante de la destruction des capacités spirituelles et économiques de beaucoup de nos sujets* »¹³. Il en tire une conséquence évidente : il faut trouver une autre source financière pour pouvoir de toute façon s'attaquer à l'ivrognerie et à l'alcool. Dès le début de l'année 1914, le tsar demande à son ministre de l'intérieur, N. A. Maklakov, de lancer une première campagne au niveau local¹⁴. Celui-ci donne l'ordre aux autorités locales de prendre toutes les mesures pour limiter l'abus d'alcool et pour aider les personnes et les institutions qui luttent contre l'ivrognerie. Dans le même temps, la douma a voté la loi concernant la fermeture des boutiques d'alcool au niveau local. Il manque encore une interdiction totale pour avoir une prohibition.

2/ les moyens

On trouve deux textes majeurs qui encadrent la prohibition en matière d'alcool en Russie. Le premier est directement issu du pouvoir exécutif. Le second est le résultat d'un vote par l'organe législatif.

La décision du Tsar en 1914¹⁵ prend la forme d'un édit qui interdit la vente d'alcool par tous les restaurants et les clubs durant la période de mobilisation des troupes. Très vite, l'interdiction est étendue à l'ensemble de la période de guerre. Dans le même temps, les autorités locales se voient autorisées à interdire de manière générale la vente et le transport d'alcool sur leur territoire. Les premiers résultats ne sont guère encourageants¹⁶. Un an après cette décision, le peuple continue de boire du vin, de la bière, et surtout des alcools frelatés, fabriqués à domicile, ou contenant diverses substances dangereuses. On retrouve ici les caractéristiques habituelles des périodes prohibitionnistes... C'est donc dans ce contexte que va intervenir l'organe législatif.

Le vote de la loi par la douma en 1916¹⁷ a pour but d'étendre l'interdiction en précisant qu'elle n'est en aucun cas liée à la guerre. Au contraire, la prohibition de la vente, de la production et du transport d'alcool doit être étendue après le conflit mondial. Ceci concerne les alcools les plus forts, la vodka, mais aussi la bière et les autres boissons alcoolisées. La loi votée par la douma met en place une série de sanctions, parmi lesquelles on trouve un

¹³ *Temperance: A Monthly Journal of the Church Temperance Society*, Volume 9, Church Temperance Society (U.S.), The Society, 1916, p. 9.

¹⁴ Herlihy, *The Alcoholic Empire...*, op. cit., p. 138.

¹⁵ Marylie Markovitch, « La Russie délivrée de l'alcool », *Revue des Deux Mondes* tome 37, 1917, p. 194-216

¹⁶ « 119 pharmacies de Pétrograd ont écoulé 504 seaux d'alcool sur une période de trois mois avant l'interdiction de 1914, alors qu'après cette dernière elles en ont écoulé 1111 sur une période similaire »..., Natalia Ivanova, « Pétrograd pendant la Première Guerre mondiale », *Cahiers Bruxellois – Brusselse Cahiers*, 2014/1F (XLVI), 274 ; p. 22.

¹⁷ Robert Hercod, *La Prohibition de L'alcool en Russie*, American issue, 1919, 28 p.; p. 9.

emprisonnement qui peut aller de quatre mois à un an, dans un premier temps, mais qui peut être aggravé jusqu'à trois ans et même conduire à l'exil en cas de récidive. Les sociétés de tempérance se multiplient un peu partout en Russie pour soutenir les textes adoptés depuis 1914. Il s'agit de viser à la fois les soldats et les jeunes, mais aussi les paysans et les ouvriers.

La situation militaire change évidemment le contexte. Certains vont même jusqu'à rechercher dans la fin du monopole d'État les causes d'un affaiblissement de la Russie, en raison des conséquences financières...

B/ les hésitations bolcheviques et soviétiques.

Alors que la Russie est plongée dans un conflit civil majeur qui conduira à la chute de l'empire et à la mise en place d'un régime socialiste, bientôt transformé en Union soviétique, le problème posé par la prohibition de l'alcool peut sembler très secondaire. De fait, très occupés par les événements politiques et militaires, les responsables bolcheviques ne se préoccupent guère du maintien ou de la remise en cause de la prohibition décidée par le régime qu'ils combattent. La réalité va les rattraper en 1917. Elle conduira à poser d'autres questions, en particulier à partir de 1921 et ce jusqu'à la fin des années 20.

1/ les émeutes de 1917 et leurs conséquences

L'histoire nous fait nous concentrer sur la révolution d'octobre, parce que la dimension politique et sociale est évidemment première. Néanmoins, quelques semaines après cette révolution, des incidents se produisent à Petrograd, incidents qui amènent le nouveau pouvoir politique à réagir rapidement.

En novembre et décembre 1917, une série d'émeutes se produit dans la ville de Petrograd¹⁸. Les émeutiers sont principalement, mais pas seulement, des soldats en état d'ébriété¹⁹. Pour répondre à cette violence, le comité révolutionnaire militaire prévoit la destruction des stocks d'alcool. Un commissaire spécial pour combattre l'ivrognerie est même nommé, il s'agit de Blagonranov. De manière inattendue, les principaux combats dans la ville concernent ainsi une manufacture de vodka, ce qui conduit tout de même à la mort de trois gardes rouges et de huit soldats. Des émeutes identiques, en grande partie fondées sur l'abus d'alcool, interviennent un peu partout en Russie. Les responsables politiques de la ville de Petrograd prennent donc des décrets très stricts pour interdire la consommation d'alcool et sa vente.

La situation n'en demeure pas moins relativement tendue, ce qui explique la décision du conseil des commissaires du peuple en date du 19 décembre 1919²⁰. Cette décision s'attaque à l'ensemble des moyens illégaux utilisés pour distiller de l'alcool, en prévoyant la confiscation des produits, de toutes les propriétés des coupables et des peines allant jusqu'à cinq ans d'emprisonnement et de travaux forcés.

Le contexte explique sans doute la relative inefficacité de ces mesures, pour ne pas dire leur absence de mise en œuvre. Pour autant, il est significatif de relever le basculement presque immédiat d'une partie de la population russe, au lendemain d'une révolution qui a fait tomber un pouvoir politique. La prohibition est rattachée au pouvoir impérial. La disparition de ce dernier a donc pour effet une réouverture totale en matière d'alcool, du moins aux yeux d'une partie de la population. Cet aspect, un moment négligé, va revenir sur le devant de la scène deux ans plus tard.

¹⁸ Neil Weissman, "Prohibition and Alcohol Control in the USSR: The 1920s Campaign against Illegal Spirits", *Soviet Studies*, Vol. 38, No. 3 (Jul., 1986), pp. 349-368; p. 350.

¹⁹ George E. Snow, "Alcoholism in the Russian Military: the Public Sphere and the temperance cause", *Jahrbücher für Geschichte Osteuropas*, 45/3, 1997, 417-433.

²⁰ I. A. Sytinsky, "Alcohol control policy in the USSR", in Peter M. Miller, Ted D. Nirenberg, *Prevention of Alcohol Abuse*, Springer Science & Business Media, 2012, 540 p.; p. 245-253; p. 245.

2/ la lutte contre l'alcool, 1922 – 1928

Après un peu plus de trois ans de pouvoir, Lénine constate l'échec de la révolution en ce qui concerne le fonctionnement économique du pays et lance une nouvelle approche, la nouvelle économie politique, en 1921. Dans la logique de faire participer la population, il choisit de laisser à cette dernière les stocks de grains non utilisés. La conséquence est presque immédiate : au lieu de faire de ce grain une denrée, les Russes le transforment en alcool.

a/ un maintien de la prohibition et ses conséquences

Les textes du régime précédent concernant la prohibition sont toujours d'actualité...

L'année 1922 apparaît comme un véritable tournant²¹. La presse russe évoque ici une vague d'ivrognerie. La réaction du pouvoir est presque immédiate : au printemps, une circulaire demande à la police provinciale d'intervenir, pour poursuivre la fabrication illégale d'alcool. Les sanctions vont jusqu'aux travaux forcés et à l'emprisonnement. Il s'agit d'un phénomène relativement général qui touche tout à la fois les campagnes et les villes. À Moscou, en août 1922, de nombreuses arrestations ont lieu pour essayer de mettre fin à un trafic d'alcool frelaté. Le 19 septembre, le NKVD prend une ordonnance pour s'attaquer à l'ivrognerie. Dès le mois suivant, le code pénal est révisé pour punir de trois ans d'emprisonnement la fabrication illégale d'alcool. Cette sentence s'accompagne d'ailleurs d'une confiscation de la propriété. Le 20 décembre 1922, les commissaires approuvent une résolution pour l'utilisation de la force, de manière générale²².

C'est le début d'une vaste campagne nationale sous deux formes. D'une part, le pouvoir utilise la presse pour dénoncer les dangers de l'alcool frelaté, le caractère antisocialiste de cette production et la trahison des producteurs et des consommateurs²³. D'autre part, en se fondant sur cette campagne de presse, les autorités lancent également des opérations de police, d'abord durant les fêtes de Noël, ensuite durant les fêtes de Pâques de l'année suivante. Les dates ne sont pas anodines : les fêtes constituent des moments privilégiés de consommation d'alcool, en particulier frelaté. Les interventions se multiplient en 1923 et 1924²⁴. Cependant, elles trouvent déjà leurs limites, puisque la population, comprenant que les arrestations et les enquêtes se concentrent sur les périodes festives, choisit de se préparer et de cacher les indices et les éléments incriminant.

Avons-nous affaire à une position univoque de la part du pouvoir à cette époque ? On peut en douter. Certaines voix commencent à s'élever pour demander le rétablissement de la vente de vodka, dans une perspective sanitaire également, en raison du caractère dangereux des alcools qui circulent mais aussi, et surtout, pour des raisons financières. Les taxes sur l'alcool seraient en effet très intéressantes pour rétablir le budget du nouveau pouvoir.

Le chef du commissariat à la santé, Semashko s'élève contre une telle évolution au nom justement de l'intérêt de la santé russe²⁵. En aucun cas, une stratégie fiscale ne doit aller à l'encontre de la population. En examinant les différents éléments à cette époque on constate qu'il s'agit d'une position de plus en plus minoritaire.

Dès le mois d'août 1921, le pouvoir a réautorisé la vente de vin. Au début de l'année 1922, c'est la bière qui est de nouveau en vente, l'alcool à 20° suit en janvier 23 et enfin la vodka à 40° en août 1925. Il y a ici une évolution majeure. Les raisons sont essentielles.

²¹ Weissman, "Prohibition and Alcohol Control in the USSR...", op. cit.

²² Olga B. Semukhina, Kenneth Michael Reynolds, *Understanding the Modern Russian Police*, CRC Press, 2013, 337 p.

²³ Voir la campagne de la Pravda, Helena Stone, « The Soviet government and moonshine, 1917-1929 », *Cahiers du Monde Russe*, 1986, 27-3-4, p. 359-379 ; p. 364.

²⁴ Weissman, "Prohibition and Alcohol Control in the USSR...", op. cit.

²⁵ Boris Moiseevich Segal, *Russian Drinking: Use and Abuse of Alcohol in Pre-revolutionary Russia*, Publications Division, Rutgers Center of Alcohol Studies, 1987, 383 p.; p. xvi.

b/ une approche réaliste ?

En 1925, c'est Staline lui-même qui répond à la question en matière de prohibition. S'il faut choisir entre l'argent récolté grâce au monopole de vente de la vodka et un esclavage du peuple russe qui serait contraint d'obéir aux capitalistes d'Europe de l'Ouest, faute d'argent, le choix est évident : il faut restaurer la vente d'alcool, favoriser ainsi les rentrées d'argent pour l'Union soviétique grâce à une taxation de la consommation, et ainsi soutenir la révolution²⁶.

Il ne s'agit pas simplement d'une logique pragmatique. On trouve déjà dans l'application des règles en matière de prohibition une vision idéologique, qui donne une couleur très particulière à cette politique soviétique. En juillet 1923, le comité exécutif central de tous les Russes a choisi de proposer une distorsion en ce qui concerne l'application de la loi concernant la consommation et la vente d'alcool. Il s'agit par exemple de relâcher systématiquement les ouvriers et les paysans, bien qu'ils soient coupables, pour leur permettre de travailler au bon fonctionnement de la société soviétique. En janvier 1924, la même logique conduit à exonérer de toute responsabilité les chômeurs ou ceux qui ont agi parce qu'ils étaient en charge de famille, lorsqu'ils ont fabriqué de l'alcool illégal. C'est une approche inattendue. Nous ne sommes plus dans le cadre d'une perspective économique, sanitaire ou même politique. En prenant de telles décisions, les autorités soviétiques font une distinction entre les Russes, pour être plus précis, politiquement, entre les classes, dont la responsabilité changerait en fonction de la place occupée dans la société.

En 1926, le pouvoir décide de faire une distinction entre la production pour usage personnel et la production pour vente. Les difficultés posées par l'application d'une telle distinction sont évidentes. Elles ont pour effet une disparition assumée des poursuites en matière de fabrication d'alcool. Le but est évident : il faut reconnaître le caractère impossible de la prohibition, pour pouvoir remettre en place le monopole et surtout les taxes. La logique ici est double : d'une part, il faut faire rentrer de l'argent ; d'autre part, il faut limiter les dépenses. Ce second aspect est intéressant en ce qui concerne le contexte. En effet, la police soviétique a connu de nombreux dysfonctionnements durant cette même période. Suite aux purges, après la révolution, le nombre de policiers a diminué. Certains responsables politiques s'inquiètent aussi de la place de la police dans un régime socialiste... Enfin, dernier argument, les policiers sont moins nombreux mais ils sont surtout beaucoup moins payés, ce qui limite leur efficacité et rend difficile le recrutement. Nous avons donc affaire à une transformation politique évidente – la fin de la prohibition – pour des raisons multiples. Dès l'année suivante, en 1927, les villages se remettent à distiller de l'alcool, sans véritable poursuite²⁷.

Tous les éléments qui précèdent incitent à voir dans les décisions prises à la fin de l'année 1926 le premier pas vers un changement politique majeur. De manière assez inattendue, la fin de l'année 1927 connaît pourtant un retour en force de la politique de prohibition, ou tout au moins de la politique visant l'alcool illégal²⁸. Cette transformation peut facilement être constatée. Le gouvernement met en place un nouveau décret qui conduit à plusieurs centaines de milliers d'arrestations. Il motive cette vague autoritaire par la protection des travailleurs, des paysans et des familles, victimes des ivrognes. Mais lorsqu'on examine plus précisément les motifs, on comprend beaucoup mieux le caractère idéologique de la politique suivie. Certes, nous retrouvons des motivations traditionnelles. L'alcool frelaté est dangereux, il comporte du tabac, de la Benzine, du kérosène, parfois de l'acide sulfurique. Il a des conséquences en augmentant les faits de violence et le désordre. Mais, et ceci explique beaucoup plus la réapparition de ce type de pratiques à la fin des années 20, la production d'alcool est le fait de

²⁶ Weissman, "Prohibition and Alcohol Control in the USSR...", op. cit.

²⁷ Stone, *The Soviet government and...*, op. cit.

²⁸ Kate Transchel, *under the influence : Drinking and Temperance Among Soviet Workers, 1900-1930*, <https://www.ucis.pitt.edu/nceeer/1998-814-22f-Transchel.pdf>

paysans, qui s'enrichissent par ce biais. Il s'agit de dénoncer ici les Koulaks et la logique bourgeoise qui les anime. Staline utilise à ce moment précis un argument majeur : si la révolution russe connaît des difficultés, c'est la faute des capitalistes et des bourgeois qui sont toujours présents dans la société. Or, certains d'entre eux peuvent facilement être identifiés : ce sont les paysans qui produisent l'alcool illégal.

Quelques mois plus tard, la Dékoulakisation qui consiste à confisquer les terres aux paysans propriétaires vient clore cet épisode²⁹.

Ces différents développements mettent en lumière les particularités de la politique en matière de prohibition, durant ce premier épisode. Au-delà d'une certaine continuité entre les deux régimes, il faut bien constater la présence d'aspects spécifiques, directement liés au nouveau régime, dans la politique et surtout dans la transformation des choix opérés. De fait, acceptant au départ la logique prohibitionniste, les bolchéviques poursuivent les trafiquants en insistant sur la santé du peuple, le respect du socialisme, etc. Néanmoins, un autre discours est également présent, il concerne le socialisme et la lutte avec la bourgeoisie. Cette lutte prend deux formes. À l'extérieur, il faut pouvoir se défendre, donc avoir de l'argent, face aux puissances de l'Ouest. À l'intérieur, il faut faire disparaître les bourgeois et les capitalistes pour faire avancer la révolution pour le bonheur du prolétariat. Dans la première logique, les responsables soviétiques vont trouver toutes les raisons pour remettre en place le monopole en matière d'alcool, ce qui procure les taxes nécessaires pour faire fonctionner l'État. Dans la seconde, ils vont s'attaquer aux producteurs d'alcool interdit, qui sont assimilés à des bourgeois, donc à des ennemis. Nous avons ici une approche purement idéologique de la prohibition, qui conduit à faire de l'État socialiste la meilleure arme au service des prolétaires pour les protéger en matière d'alcool... Au passage, ceci conduira à une recrudescence de la consommation d'alcool, en particulier de vodka, dans l'ensemble de la Russie soviétique.

II/ la loi sèche de Gorbatchev

L'épisode est peut-être beaucoup moins connu. Entre 1985 et 1988, le nouveau secrétaire général du parti communiste soviétique, c'est-à-dire le principal responsable politique du pays, Michail Gorbatchev, a cherché à remédier, à son tour, à l'un des principaux maux de la nation russe : l'alcoolisme. En l'espace de quelques mois, le pouvoir soviétique va donc prendre des mesures majeures qui s'apparentent à une prohibition, avant de revenir en arrière, pour de multiples raisons, très éloignées de celles habituellement avancées en pareille circonstance.

A/ l'interdiction.

Pour quelles raisons Gorbatchev décide-t-il en avril 1985 de convaincre le Politburo d'aborder le sujet de l'alcool et de prendre un certain nombre de mesures majeures en la matière ? Il y a évidemment un contexte. Son prédécesseur, Andropov, avait recherché des moyens, certes limités, pour endiguer une partie du phénomène russe concernant l'alcool. Les conséquences les plus graves étaient sanitaires, en raison de la consommation d'un alcool de fabrication individuelle, avec des conséquences majeures sur les consommateurs. Pour essayer de limiter ce danger, Andropov avait ainsi proposé une mesure assez inattendue, la vente d'une vodka de moins bonne qualité, mais moins chère, pour contrer la consommation d'une production individuelle. Cette vodka surnommée andropovna devait ainsi, non pas résoudre, mais amoindrir la crise sociale traversée par la Russie³⁰. Lorsque Gorbatchev arrive au pouvoir, il pose un regard beaucoup plus général sur la société russe et sur la question de l'alcool et de

²⁹ Gregory L. Freeze, *Russia: A History*, Oxford University Press, 2009, 632 p.; p. 315.

³⁰ Mark Lawrence Schrad, *Vodka Politics: Alcohol, Autocracy, and the Secret History of the Russian State*, Oxford University Press, 2014, 512 p.; p. 258.

sa consommation³¹. Ce regard s'explique par une étude sur la société russe et surtout sur son fonctionnement. C'est ce qui va entraîner la prise d'un certain nombre de dispositions sur ce sujet.

1/ les motivations : l'état de la population russe

En décembre 1984, alors que Gorbatchev n'est pas encore à la tête de l'Union soviétique, il découvre un rapport rédigé par la section sibérienne de l'Académie des sciences. Ce rapport dresse le portrait d'une société en crise, en raison d'une utilisation abusive de l'alcool.

Le premier constat concerne l'aggravation d'une situation : les deux dernières décennies ont été les plus dévastatrices au regard de leurs conséquences sur la population. Le sixième de cette dernière, c'est-à-dire 40 millions d'individus, peut être considéré comme alcoolique. L'alcoolisme provoque 1 million de morts par an. Le taux d'espérance de vie a été réduit de cinq ans en l'espace de 20 ans. « *Un enfant soviétique sur six est débile à la naissance, ou prématuré, à cause de l'éthylisme de ses parents* »³².

Gorbatchev connaît déjà une partie de la situation, comme l'ensemble du peuple russe. La presse fait régulièrement état des conséquences de l'alcoolisme, en ce qui concerne la hausse de la criminalité, ou les conséquences sanitaires. Mais ce rapport a aussi un volet politique : une telle population n'est même plus capable de se défendre, à terme, vis-à-vis de l'extérieur.

Or, en arrivant au pouvoir, au printemps 1985, Gorbatchev a une autre ambition : il faut réformer le pays, le transformer profondément, économiquement et socialement, pour éviter un effondrement. Cette politique que l'on va dénommer perestroïka doit conduire à de vastes réformes sociales. Comment faire lorsque le principal problème du pays est l'alcoolisme ?

En mars 1985, Gorbatchev décide de réunir un Politburo spécifique, le mois suivant, pour ouvrir le chantier concernant la lutte contre l'alcoolisme³³.

2/ les discussions et les dispositions

En apparence, la réunion du Politburo d'avril 1985 est une réussite pour Gorbatchev. En réalité, les décisions prises sont beaucoup moins importantes que celles qu'il souhaitait mettre en œuvre³⁴.

Pour lutter contre l'alcoolisme ivrognerie, sept mesures sont prévues.

Première mesure, une limitation de la production de vodka et des autres alcools forts, cette production dépendant de l'État soviétique. Ceci ne devrait poser aucun souci puisque la réalisation dépend du seul État soviétique.

Deuxième mesure, une augmentation des amendes pour ivresse à la fois dans les lieux publics et sur le lieu de travail. Il s'agit d'ajouter un volet pénal, visant la consommation excessive et ses conséquences. Il y a un double aspect, public (les lieux publics) et en partie privé (le lieu de travail).

Troisième mesure, le limogeage des responsables politiques et économiques ayant visiblement une dépendance alcoolique. C'est une vraie mesure symbolique dirigée vers le pouvoir lui-même.

³¹ Stephen White, *Russia Goes Dry: Alcohol, State and Society*, Cambridge University Press, 1996, 250 p.; Hélène Carrère d'Encausse, *Six années qui ont changé le monde 1985-1991: La chute de l'Empire soviétique*, Fayard, 2015, 432 p.

³² Dietrich André Loeber, Donald D. Barry, *Law and the Gorbachev Era: Essays in Honor of Dietrich André Loeber*, Martinus Nijhoff Publishers, 1988, 426 p.; p. 187.

³³ Rachel Walker, *Six Years that Shook the World: Perestroïka--the Impossible Project*, Manchester University Press, 1993, 312 p.; p. 106-107.

³⁴ Loeber, Barry, *Law and the Gorbachev Era*..., op. cit., p. 189.

Quatrième mesure, interdire la vente d'alcool aux moins de 21 ans et punir sévèrement l'incitation de mineurs à la boisson. Il y a à la fois une mesure plus moderne, liée à l'âge, et la question de décourager le fait de boire trop jeune...

Cinquième mesure, fermer les magasins spécialisés et limiter les horaires d'ouverture en ce qui concerne la vente d'alcool après 14 heures, en prévoyant une extension pour les bars et les restaurants.

Sixième mesure, mettre en place une véritable politique de communication contre l'alcool, dans les médias et de manière générale, en prévoyant la création d'une association nationale de tempérance.

Septième mesure, la construction de maisons de santé pour les alcooliques est indispensable, de même d'ailleurs qu'une vaste réforme politique en ce qui concerne les loisirs, pour favoriser le sport et la culture, et détacher la population de la consommation d'alcool.

Sommes-nous face à une politique de prohibition ? Évidemment non. Il s'agit simplement de limiter la consommation d'alcool et d'essayer d'inciter la population à limiter d'elle-même cette consommation. Gorbatchev aurait souhaité aller beaucoup plus loin. Mais il s'est heurté à un argument majeur : l'alcool représentait 15 % des revenus de l'État et 40 % de la totalité des impôts directs et indirects. De surcroît, et cet argument était important pour lui, il savait parfaitement qu'un véritable régime de prohibition n'avait aucune chance de fonctionner. Les exemples historiques, soviétique et étrangers, illustraient parfaitement l'échec d'une telle approche.

La mise en place des mesures en question qui intervient au 1^{er} juin est accompagnée par une vaste campagne de presse. Les journaux étant évidemment liés au pouvoir choisissent d'insister sur les dangers de l'alcool, sur l'état de la société russe, en ce qui concerne la violence, les effets sur la santé, particulièrement des enfants, les accidents, etc.

B/ les conséquences

Bien qu'il ne s'agisse pas d'une politique prohibitionniste de manière intégrale, la stratégie de Gorbatchev se heurte aux mêmes difficultés. On retrouve des conséquences quasi identiques, avec un bilan relativement mitigé à la fin de l'expérience.

1/ des similitudes avec les autres prohibitions

L'exemple américain peut sembler servir de modèle dans ce type de situation. De fait, on constate en Union soviétique l'apparition des mêmes symptômes que durant la décennie qui a marqué la prohibition américaine.

Le premier symptôme est une augmentation du trafic, avec la mise en place de réseaux pour fournir un alcool plus élevé en degré. On constate au passage une augmentation significative du prix de cet alcool.

Le deuxième constat concerne l'alcool consommé. Pour échapper aux nouvelles règles, les Russes se tournent de nouveau vers un alcool frelaté. Ceci a pour conséquence une augmentation des empoisonnements, constatée dans les hôpitaux, et la prolifération des distilleries et des fabrications clandestines.

Un troisième aspect est peut-être plus singulier : contrairement aux États-Unis, la prohibition soviétique voulue par Gorbatchev n'a absolument pas le soutien d'une partie de la population. Au contraire, c'est même d'ailleurs un des arguments des adversaires du premier secrétaire : la consommation d'alcool fait partie de la nature russe, c'est une tradition, et il semble très dangereux de vouloir s'attaquer, de manière trop générale, à cette pratique.

2/ un échec ?

Dans un premier temps, on pourrait penser que la politique fonctionne. En l'espace de six mois, durant la deuxième moitié de l'année 1985, la consommation baisse de 30 %. Cette

baisse s'accompagne d'une baisse de 40 % des accidents mortels est de 30 % de l'absentéisme au travail. Le combat est-il gagné ?

Loin s'en faut.

Le 2 juin 1987, deux ans après la mise en œuvre du plan, le bilan est clairement négatif. Un soviétique sur deux continue de boire. L'alcool frelaté circule de manière générale et conduit à des empoisonnements. Les cas d'ivrognerie redeviennent fréquents.

À la fin de l'année 1987, le retournement de l'opinion est sensible dans la presse. Les mesures de libéralisation voulues par Gorbatchev ont desserré l'étau politique autour des médias. Le résultat est étonnant puisque cette fois la presse se déchaîne contre la campagne anti alcoolique menée par le pouvoir. Elle insiste en particulier sur deux aspects distincts : d'une part, en trois ans, les blocages concernant la vente d'alcool ont fait perdre au pouvoir russe 37 milliards de roubles ; d'autre part, malgré la volonté affichée, sur la même période, les boissons dangereuses car frelatées ont tué 11 000 personnes.

L'année 1988 est celle du renoncement. Le pouvoir autorise de nouveau la production normale d'alcool, champagne, vin, cognac.

L'année suivante, les questions politiques prendront le pas avec la chute du mur de Berlin, préfigurant deux ans plus tard la disparition de l'Union soviétique.

La conclusion est paradoxale car on ne peut pas ne pas tenir compte de la particularité de la Russie.

En premier lieu, comme dans la plupart des politiques prohibitionnistes, c'est un constat d'échec qui ressort de l'étude menée. Qu'il s'agisse des mesures Tsaristes ou bolcheviques, ou encore de la tentative de Gorbatchev, la volonté de limiter la consommation d'alcool par des mesures politiques directes se heurte systématiquement à des réalités sociales. Pour ne pas dire économiques et fiscales...

En second lieu, et c'est là l'un des premiers éléments intéressants en termes de spécificité, la prohibition menée dans les années 20 dispose d'une caractéristique, son volet idéologique. Elle n'a pas pour autant plus d'effet...

Enfin, la Russie demeure touchée par un vaste problème d'alcoolisme. Les politiques prohibitionnistes ont systématiquement échoué. Il faut se poser d'autres questions pour parvenir à régler de manière durable un tel problème. L'arrivée au pouvoir de Vladimir Poutine n'a pas conduit à une transformation profonde³⁵. Pour autant, il donne une autre image du pouvoir russe (soulevant moins de questions que l'alcoolisme avéré de Boris Eltsine). Il n'a pas pris de mesures sévères sur ces questions. On peut toutefois relever une interdiction de la publicité concernant l'alcool, et de la vente aux mineurs, en 2009, qui s'accompagne d'une limite des lieux de vente par rapport aux écoles³⁶. La logique est donc différente : il ne s'agit plus d'interdire globalement, mais bien de cibler le public ou les messages en posant la question plus générale de la place de l'alcool dans une société moderne.

³⁵ Valéry Kossov, « Boire ou ne pas boire ? Des représentations autour de l'alcool dans le discours politique russe To Drink or not to Drink? Representations of Alcohol in Russian Political Discourse », *ILCEA, Revue de l'Institut des langues et cultures d'Europe, Amérique, Afrique, Asie et Australie* 19 | 2014 ; Acceptabilité et transgression en langues et cultures de spécialité.

³⁶ Enku Kebede-Francis, *Global Health Disparities: Closing the Gap Through Good Governance*, Jones & Bartlett Learning, 2010, 448 p.; p. 89.